

CONV 673/03

**NOTE DE TRANSMISSION**

---

du                    Secrétariat  
à                    la Convention

---

Objet :            **Fiche d'analyse des propositions d'amendements concernant les dispositions  
générales et finales :  
Projet d'articles relatifs à la Partie III (articles A à I)**

---

Les membres de la Convention trouveront en annexe la fiche d'analyse des propositions d'amendements aux projets d'articles relatifs à la Partie III de la Constitution (article A à I) sur les dispositions générales et finales.

**FICHE D'ANALYSE DES PROPOSITIONS D'AMENDEMENTS CONCERNANT**  
**LES DISPOSITIONS GENERALES ET FINALES**  
**PROJET D'ARTICLES A à I**

**I. ANALYSE DES AMENDEMENTS PAR THEME – RÉSUMÉ**

Les membres de la Convention ont présenté 147 amendements à ce projet d'articles A à D (Partie III).

Les questions qui ont attiré le plus grand nombre d'amendements sont les suivantes :

**1. Procédure de révision du traité constitutionnel**

Les amendements présentés portent notamment sur l'initiative pour proposer des modifications du traité constitutionnel, sur la procédure de révision dudit traité, et sur l'approbation des modifications.

Pour ce qui est de l'initiative de la révision, une grande partie des amendements demandent d'ajouter dans cet article la possibilité que le Parlement européen présente les propositions de révision.

Pour ce qui est de la procédure de révision, une partie des amendements proposent de préparer la conférence intergouvernementale par une Convention, soit dans tous les cas, soit si le Conseil européen, le Parlement européen et / ou le Conseil le décident ainsi. D'autres amendements plaident pour le maintien de la procédure actuelle.

Pour ce qui est de l'adoption des modifications, tandis qu'une grande partie propose de faire approuver ou confirmer les modifications par une conférence intergouvernementale, d'autres suggèrent l'approbation par le Conseil européen, par le Conseil après avis ou approbation du Parlement européen, ou par la procédure législative. Certains proposent que la procédure de révision et /ou d'approbation pour la partie II soit différente de celle prévue pour les parties I et III.

## 2. Entrée en vigueur du traité constitutionnel

Les amendements sont partagés sur cette question. Tandis que certains proposent de maintenir la situation actuelle, d'autres plaident pour l'entrée en vigueur dès lors qu'un certain seuil a été atteint (3/4 des Parlements nationaux, 4/5 des États membres représentant 4/5 de la population de l'Union, 5/6 des États membres, etc.). D'autres proposent ratification par le Parlement européen et /ou le Conseil.

Une partie des amendements proposent de supprimer la possibilité que le Conseil européen se saisisse de la question au cas où un ou plusieurs États membres rencontreraient des difficultés pour procéder à la ratification du traité constitutionnel. Certains d'entre eux proposent que ce paragraphe devienne une déclaration politique. Une partie des amendements propose d'ajouter la possibilité de référendum si la Constitution nationale le permet.

Pour ce qui est de l'article D relatif aux Unions régionales, certains amendements visent à élargir le champ d'application de cette disposition aux Unions régionales entre États membres en général.

## II. ANALYSE DÉTAILLÉE DES AMENDEMENTS PAR ARTICLE

### Article A : Abrogation des Traités antérieurs

*A la date d'entrée en vigueur du Traité constitutionnel, le Traité instituant la Communauté européenne du 25 mars 1957, l'Acte unique du 17 février 1986, le traité sur l'Union européenne du 7 février 1992, ainsi que les traités d'Amsterdam du 2 octobre 1997 et de Nice du 26 février 2001 sont abrogés. Les actes et traités qui figurent en Annexe sont aussi abrogés.*

### EXAMEN DES AMENDEMENTS

- Enumérer dans cet article les trois traités originaires – Ajouter une référence aux traités qui les modifient dans la mesure où ils sont cités en annexe au traité constitutionnel.  
*Farnleitner + 3 Conventionnels*
- Ajouter dans cet article un paragraphe (repris de l'article B) relatif au maintien des actes adoptés par les Institutions avant l'entrée en vigueur du traité constitutionnel ainsi que de la jurisprudence.  
*Farnleitner + 3 Conventionnels*
- Ajouter abrogation des protocoles figurant dans une annexe  
*Tiilikainen + 4 Conventionnels*
- Ajouter traité Euratom  
*Kaufmann*
- Remplacer « traité constitutionnel » par « simplifying treaty »  
*Kirkhope*
- Placer « à la date d'entrée en vigueur du traité constitutionnel » à la fin de la première phrase.  
*Bonde + 4 Conventionnels*
- Ajouter « the Constitutional Treaty shall not repeal, alter or invalidate any of the provisions of the above ... as far as they are not reproduced in the next treaty »  
*Earl of Stockton*

## **Article B : Continuité juridique par rapport à la Communauté européenne et à l'Union européenne**

*L'Union européenne succède aux Communautés européennes et à l'Union dans tous les droits et obligations de celles-ci, qu'ils soient internes ou résultent d'accords internationaux, nés avant l'entrée en vigueur du Traité constitutionnel en vertu des traités, protocoles et actes antérieurs, y compris tous les éléments du patrimoine actif et passif des Communautés et de l'Union, ainsi que leurs archives.*

*Les dispositions des actes des Institutions de l'Union, adoptés en vertu des Traités et actes mentionnés au premier paragraphe, demeurent en vigueur dans la mesure où elles sont compatibles avec la Constitution. La jurisprudence de la Cour de Justice des Communautés européennes est maintenue en tant que source d'interprétation privilégiée de la Constitution et des actes avant son entrée en vigueur.*

## **EXAMEN DES AMENDEMENTS**

### **Général**

- Supprimer et placer dans l'article A  
*Farnleitner + 3 Conventionnels*
- Remplacer « Union » par « Communauté » et « traité constitutionnel » par « Simplifying treaty »  
*Kirkhope*
- Remplacer « Constitution » par « traité constitutionnel »  
*Figel et Migas*
- Remplacer « traité constitutionnel » par « traité ». Ajouter « établies par les traités visés dans l'article précédent ». Dénommer « Union » la nouvelle entité créée par la Constitution et « Union européenne » celle qui existe déjà à l'heure actuelle.  
*Queiro*

### **Premier alinéa**

- Ajouter référence à une annexe énumérant les droits et obligations visés par cette disposition.  
*de Vries et de Bruijn*
- Remplacer « succeed » par « continue »  
*Farnleitner et autres*
- Ajouter après obligations les termes « de nature légale et politique »  
*Demiralp*
- Ajouter référence au traité Euratom  
*Kaufmann*

## **Deuxième alinéa**

- Ajouter un paragraphe qui prévoit révision de l'acquis par les directions générales dans une période de trois ans dès l'entrée en vigueur du traité constitutionnel  
*Heatcoat-Amory*
- Ajouter nécessité que la Convention recommande à la conférence intergouvernementale d'élaborer un protocole contenant les actes non compatibles avec le traité constitutionnel  
*Kohout, Tiilikainen + 4 Conventionnels*
- Supprimer dernière phrase sur la jurisprudence de la Cour de justice.  
*Fischer, Duhamel et Paciotti*
- Supprimer dans la première phrase « dans la mesure où elles sont compatibles avec la Constitution »  
*Earl of Stockton*
- Ajouter référence explicite à l'acquis communautaire établi sur base des traités, protocoles et actes visés à l'article A.  
*Tiilikainen + 4 Conventionnels*
- Remplacer dans la deuxième phrase « constitution et des actes avant son entrée en vigueur » par « droit de l'Union »  
*Lopes et Lobo Antunes*
- Remplacer dans la deuxième phrase « Constitution » par « traités » et ajouter référence à l'entrée en vigueur « du traité constitutionnel »  
*Heatcoat-Amory*
- Ajouter après actes « en vigueur » « à l'entrée du présent traité ». Autres modifications rédactionnelles.  
*Queiro*

## **Article C : Champ d'application**

1. *Le traité constitutionnel s'applique au Royaume de Belgique, au Royaume de Danemark, à la République fédérale d'Allemagne, à la République hellénique, au Royaume d'Espagne, à la République française, à l'Irlande, à la République italienne, au Grand-duché de Luxembourg, au Royaume des Pays-Bas, à la République d'Autriche, à la République portugaise, à la République de Finlande, au Royaume de Suède et au Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, et ...*
2. *Le traité constitutionnel est applicable aux départements français d'outre-mer, aux Açores, à Madère et aux îles Canaries conformément à l'article .... de la Partie II.*
3. *Les pays et territoires d'outre-mer dont la liste figure à [l'annexe II du TCE] font l'objet du régime spécial d'association défini dans [la quatrième partie du TCE] partie du traité constitutionnel.*

*Le traité constitutionnel ne s'applique pas aux pays et territoires d'outre-mer entretenant des relations particulières avec le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord qui ne sont pas mentionnés dans la liste précitée.*

4. *Le traité constitutionnel s'applique aux territoires européens dont un État membre assume les relations extérieures.*
5. *Le traité constitutionnel s'applique aux îles Åland conformément aux dispositions figurant au protocole n° 2 de l'acte relatif aux conditions d'adhésion de la République d'Autriche, de la République de Finlande et du Royaume de Suède.*
6. *Par dérogation aux paragraphes précédents :*
  - a) *le traité constitutionnel ne s'applique pas aux îles Féroé ;*
  - b) *le traité constitutionnel ne s'applique pas aux zones de souveraineté du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord à Chypre ;*
  - c) *le traité constitutionnel n'est pas applicable aux îles anglo-normandes et à l'île de Man que dans la mesure nécessaire pour assurer l'application du régime prévu pour ces îles par le traité relatif à l'adhésion de nouveaux États membres à la Communauté économique européenne et à la Communauté européenne de l'énergie atomique, signé le 22 janvier 1972.*

## **EXAMEN DES AMENDEMENTS**

### **Général**

- Supprimer et transférer cet article au titre X de la partie I.  
*De Villepin*
- Remplacer « traité constitutionnel » par « Simplifying treaty »  
*Kirkhope*

- Ajouter note de bas de page « to be adjusted in accordance with the Act of Accession »  
*Andriukaitis*
- Biffer le mot « constitutionnel »  
*Queiro*

**Paragraphe 1.**

- Ajouter « The Republic of Ireland »  
*Earl of Stockton*
- Ajouter tous les Etats candidats  
*Fischer*

**Paragraphe 2.**

- Ajouter « et Gibraltar »  
*Earl of Stockton*
- Ajouter régions de la République de Finlande et du royaume de Suède avec une densité de population extrêmement basse.  
*Tiilikainen + 4 Conventionnels*

**Paragraphe 4.**

- Ajouter nécessité que les peuples de ces territoires l'approuvent dans un référendum  
*Bonde + 4 Conventionnels*

**Paragraphe 5.**

- Remplacer le protocole n°2 à l'acte d'adhésion par un protocole annexé au traité constitutionnel.  
*Tiilikainen + 4 Conventionnels*



## **Article D : Unions régionales**

*Le Traité constitutionnel ne fait pas obstacle à l'existence et à l'accomplissement des unions régionales entre la Belgique et le Luxembourg, ainsi qu'entre la Belgique, le Luxembourg et les Pays-Bas, dans la mesure où les objectifs de ces unions régionales ne sont pas atteints en application du Traité constitutionnel.*

## **EXAMEN DES AMENDEMENTS**

- Ajouter possibilité d'unions régionales entre les pays nordiques.  
*Bonde + 4 Conventionnels*
- Généraliser la possibilité d'unions régionales entre États membres.  
*Lamassoure, Hübner*
- Ajouter un article D bis sur les droits et obligations découlant d'accords conclus avant le 1er janvier 1958 ou avant l'adhésion de nouveaux États membres.  
*de Vries et de Bruijn*
- Remplacer « traité constitutionnel » par « Simplifying treaty »  
*Kirkhope*
- Remplacer « traité constitutionnel » par « Constitution ».  
*Lamassoure*

## **Article E : Protocoles**

*Les protocoles annexés au présent traité en font partie intégrante.*

## **EXAMEN DES AMENDEMENTS<sup>1</sup>**

- Ajouter : « with equal legal force »  
*Heatcoat-Amory*
- Remplacer « protocoles » par « Actes Additionnels »  
*Duhamel, Paciotti, Berger*

---

<sup>1</sup> Selon un amendement (Van der Linden et 2 autres Conventionnels, Hübner) qui ne propose pas des modifications de texte, la convention devrait attirer l'attention de la CIG sur la nécessité impérieuse que celle-ci examine les protocoles existants en vue de déterminer si certains sont devenus caducs.

## **Article F : Procédure de révision du Traité constitutionnel**

*Le gouvernement de tout État membre, ou la Commission, peut soumettre au Conseil des projets tendant à la révision du Traité constitutionnel. Ces projets sont notifiés aux Parlements nationaux.*

*Si le Conseil, après avoir consulté le Parlement européen et, le cas échéant, la Commission, émet un avis favorable à la réunion d'une conférence des représentants des gouvernements des États membres, celle-ci est convoquée par le président du Conseil en vue d'arrêter d'un commun accord les modifications à apporter au Traité constitutionnel. Dans le cas de modifications institutionnelles dans le domaine monétaire, le Conseil de la Banque centrale européenne est également consulté.*

*Les amendements entreront en vigueur après avoir été ratifiés par tous les États membres conformément à leurs règles constitutionnelles respectives.*

## **EXAMEN DES AMENDEMENTS**

### **Général**

- Remplacer « traité constitutionnel » par « Simplifying treaty »  
*Kirkhope*
- Ajouter un paragraphe qui précise que toutes les parties du traité sont modifiées selon les mêmes procédures  
*Heatcoat-Amory, Bonde*
- Remplacer « traité constitutionnel » par « traité » et « modifications » par « projet de modifications »  
*Queiro*
- Remplacer « traité constitutionnel » par « Constitution ». Remplacer « modifications » par « modifications constitutionnelles »  
*Brok + 27 Conventionnels*
- Inclure disposition sur le droit de retrait lorsqu'un État membre n'a ratifié les modifications à la Constitution.  
*Van Lancker*

### **Alinéa 1**

- Ajouter possibilité d'initiative de révision par le Parlement européen  
*Kirkhope, Kauppi, Borrel, Carnero, Andiukaitis, Lequiller, Lamassoure, Duhamel + 8 Conventionnels, Meyer, Brok + 27 Conventionnels, Giannakou et Stylianidis, Duff + 21 Conventionnels, Fischer, Kaufmann*
- Supprimer possibilité d'initiative par « auront la possibilité d'en discuter » de révision par la Commission. Remplacer la notification aux Parlements nationaux.  
*Heatcoat-Amory*

- Ajouter possibilité d'initiative de révision par le Comité économique et social  
*Lequiller*
- Ajouter possibilité d'initiative de révision par pétition populaire  
*Lamassoure, Duhamel et 8 autres, Meyer*
- Ajouter notification des projets au Parlement européen en même temps qu'aux Parlements nationaux.  
*Earl of Stockton*
- Supprimer notification aux Parlements nationaux.  
*Brok + 27 Conventionnels*
- Transmission immédiate du projet de révision aux Parlements nationaux.  
*Queiro*

## **Alinéa 2**

- Conférence intergouvernementale. Possibilité de préparer la conférence intergouvernementale par une Convention convoquée par le Président du Conseil européen et composée de représentants des Parlements nationaux, des Chefs d'Etat et de gouvernement des États membres, du Parlement européen, du Conseil et de la Commission.  
*Andriukaitis, Santer, Helminger, Fayot, Wagener, Schmidt, Haenel et Badinter, Farnleitner + 3 Conventionnels, Demilrap, Figel, de Villepin, Duff + 21 Conventionnels, Costa et Oliveira Martins, Azevedo et Nazaré Pereira, Rupel et Lenarcic, Olesky, Fischer*
- Conférence intergouvernementale convoquée par le Président du Conseil confirme résultats de la Convention (1 représentant de chaque gouvernement des États membres ; 2 de chaque Parlement national ; même nombre de représentants du Parlement européen que des Parlements nationaux ; quatre membres de la Commission) intergouvernementale convoquée par le Président du Conseil.  
*Brok + 27 Conventionnels, Giannakou et Stylianidis, Kauppi, Brejc*
- Elaboration des modifications par une Convention constitutionnelle :
  - convoquée par le Conseil européen (après avis du Conseil et du Parlement européen), qui propose des modifications pour approbation par le Conseil et le Parlement.  
*Borrell et autres ; Voggenhuber et autres*
  - convoquée par le Président du Conseil européen ou, alternativement, par le Conseil sur proposition d'un Etat membre ou de la Commission. Décision du Conseil ; ratification par le Conseil et le Parlement européen.  
*Severin*
  - convoquée par le Conseil et le Parlement européen. Texte adopté par le Parlement européen et par le Conseil européen.
  - convoquée par le Conseil après consultation du Parlement européen et, le cas échéant, de la Commission  
*Meyer, Floch, Einem*

- Remplacer la conférence intergouvernementale par une décision du Conseil européen après avis conforme du Parlement européen.  
*Lamassoure*
- Modification de la Partie I de la Constitution par une conférence intergouvernementale, qui peut être précédée par une Convention si le Conseil en décide ainsi.  
Modification de la partie II par le Conseil à l'unanimité après consultation du Parlement européen. (*Kuneva*) ou à la majorité» superqualifiée avec approbation du Parlement européen et de 2/3 des Parlements nationaux.  
*Van der Linden + 3 Conventionnels*
- Révision des parties I et III par une Convention, qui soumet au Conseil européen les amendements adoptés par consensus. Les textes adoptés par le Conseil européen à l'unanimité sont soumis au Parlement européen pour avis conforme. Révision de la partie II par le Conseil européen à l'unanimité.  
*Zielenic*
- Révision préalable par une Convention. Les Parties I et III sont arrêtées ensuite par une conférence intergouvernementale et la Partie II par le Conseil après consultation du Parlement européen.  
*Lequiller*
- Révision des Parties I et III par une conférence intergouvernementale et la partie II par le Conseil européen à l'unanimité.  
*de Vries et de Bruijn*
- Maintien de la procédure actuelle  
*Hjelm-Wallén + 4 Conventionnels, Roche, Tiilikainen + 5 Conventionnels, Queiro, Teufel, Wuermeling, Hain, Fini, Heatcoat-Amory, Bonde*
- Remplacer par conférence constitutionnelle (1 représentant par État membre, 1 membre Commission, 2 membres du Parlement européen) pour les modifications de la Partie II. Pour les autres Parties : Convention.  
*Kaufmann*
- Ajouter la possibilité de procéder à une révision sans Convention dans le cas où le Conseil européen ou le Conseil à l'unanimité le constaterait ainsi pour modifications mineures.  
*Haenel et Badinter, Fischer, Einem*
- Remplacer le commun accord des États membres par l'unanimité  
*Earl of Stockton*
- Participation des Parlements nationaux dans le processus si les modifications incluent une révision des compétences.
- Procédure actuelle pour la Partie I. Conseil à la majorité superqualifiée ou codécision pour la Partie II.  
*Kohout*
- Approbation des résultats, soit par le « Congrès » à la majorité qualifiée, soit par tous les États membres. Entrée en vigueur lorsque 5/6 des États membres ont ratifié les amendements. Le

Conseil européen statue sur le retrait des Etats qui n'ont pas ratifié.  
*de Villepin*

- Adoption des modifications par 5/6 des États membres après avis conforme du Parlement européen.  
*Duff + 21 Conventionnels*

### **Alinéa 3**

- Entrée en vigueur après ratification, soit par le « Congrès » à la majorité qualifiée, soit par 5/6 des États membres, au choix du Conseil européen. Dans ce dernier cas, le Conseil européen statue à l'unanimité sur l'entrée en vigueur des amendements et sur le retrait des États membres qui n'ont pas ratifié. Possibilité de dérogation dans ce cas expressément prévu par le traité constitutionnel.  
*de Villepin*
- Entrée en vigueur si les  $\frac{3}{4}$  des Parlements nationaux le ratifient.  
*Voggenhuber et autres*
- Entrée en vigueur si ratification par les 4/5 des États membres lorsque la décision du Conseil européen approuve les modifications à la majorité qualifiée renforcée.  
*Lamassoure*
- Entrée en vigueur après ratification par tous les États membres pour la partie I et III. Entrée en vigueur après ratification par 4/5 des États membres représentant 4/5 de la population de l'Union pour la partie II.  
*Lequiller*
- Entrée en vigueur après approbation des modifications par 5/6 des Etats et approbation du Parlement européen.  
*Duff + 21 Conventionnels*
- Ajouter possibilité de référendum si la Constitution nationale le permet.  
*Borrell et autres, Kirkhope, Lamassoure, Duhamel + 7 Conventionnels, Bonde + 4 Conventionnels, Einem*
- Remplacer ratification des États membres par ratification par le Parlement européen et le Conseil législatif.  
*Severin*
- Ajouter nécessité approbation par le Parlement européen avant entrée en vigueur.  
*Meyer*
- Entrée en vigueur des modifications constitutionnelles après avoir été approuvées par le Parlement européen et ratifiées par 4/5 des États membres.  
*Brok + 27 Conventionnels, Giannakou et Stylianidis*

## **Article G : Adoption, ratification et entrée en vigueur du Traité constitutionnel**

1. *Le Traité constitutionnel sera ratifié par les Hautes Parties Contractantes, conformément à leurs règles constitutionnelles respectives. Les instruments de ratification seront déposés auprès du gouvernement de la République italienne.*
2. *Le Traité constitutionnel entrera en vigueur le ..., à condition que tous les instruments de ratification aient été déposés, ou, à défaut, le premier jour du mois suivant le dépôt de l'instrument de ratification de l'État signataire qui procédera le dernier à cette formalité.*
3. *Si à l'issue d'un délai de deux ans à compter de la signature du Traité constitutionnel, les quatre cinquièmes des États membres ont ratifié le Traité constitutionnel et qu'un ou plusieurs États membres ont rencontré des difficultés pour procéder à ladite ratification, le Conseil européen se saisit de la question.*

## **EXAMEN DES AMENDEMENTS**

### **En général**

- Remplacer « traité constitutionnel » par « Constitution »  
*Borrell + 2 Conventionnels, Brok + 28 Conventionnels*
- Se référer au « présent traité constitutionnel »  
*Kuneva*
- Remplacer « traité constitutionnel » par « traité »  
*Queiro*
- Remplacer « traité constitutionnel » par « Simplifying treaty »  
*Kirkhope*

### **Paragraphe 1.**

- Ajouter possibilité référendum national.  
*Kirkhope, Follini, Voggenhuber, Lichtenberger*
- Ajouter référendum européen en mai/juin 2004 sur le traité constitutionnel.  
*Duhamel, Heatcoat-Amory, Bonde*
- Ajouter avis conforme préalable du Parlement européen avant ratification par les Hautes parties contractantes.  
*Borrell + 2 Conventionnels*
- Remplacer « Hautes parties contractantes » par « États membres ».  
*Farnleitner + 3 Conventionnels*
- Remplacer « Hautes parties contractantes » par « les peuples d'Europe »  
*Floch*
- Prévoir dépôt des instruments de ratification auprès de l'État membre qui exerce la Présidence.  
*Queiro*

## **Paragraphe 2.**

- Remplacer par un paragraphe prévoyant l'entrée en vigueur du traité lorsqu'il aura été ratifié par 4/5 des Etats signataires représentant 4/5 de la population totale. Le traité constitutionnel ne s'appliquera qu'aux Etats qui l'auront ratifié.

*Lamassoure*

- Remplacer par paragraphe qui prévoit l'entrée en vigueur lorsque la Constitution aura été ratifiée par 4/5 des États membres. Les États membres qui ne l'auraient pas ratifié devraient décider dans un an après l'entrée en vigueur de la Constitution s'ils restent comme membres de l'Union sur la base de la Constitution ou s'ils la quittent

*Brok + 28 Conventionnels*

- Remplacer par paragraphe qui prévoit l'entrée en vigueur, après avis conforme du Parlement européen, lorsque 5/6 des membres Etats auront ratifié les modifications.

*Duff + 21 Conventionnels*

- Ajouter nécessité que tous les États membres existants aient déposé les instruments de ratification pour que le traité entre en vigueur.

*Heatcoat-Amory*

## **Paragraphe 3.**

- Supprimer.

*Santer + 3 Conventionnels, Andriukaitis, Haenel et Badinter, Farnleitner + 3 Conventionnels, Queiro, Brok + 28 Conventionnels, Teufel, Follini, de Vries et de Bruijn, Svensson, Kaufman, Einem* (proposent qu'il devienne déclaration politique).

- Ajouter que le Conseil européen statue à l'unanimité

*Kirkhope, Earl of Stockton*

- Remplacer par nouveau paragraphe qui prévoit que, en cas de ratification par les 4/5 des États membres, la Constitution entrera en vigueur pour ceux-ci s'il y a une décision préalable du Conseil dans ce sens, après avis conforme du Parlement européen. Dans ce cas là, l'on négociera les traités correspondants avec les Etats qui n'auraient pas ratifié la Constitution.

*Borrell + 2 Conventionnels*

- Remplacer par négociation d'un accord de partenariat privilégié avec les Etats signataires qui n'auraient pas ratifié le traité constitutionnel.

*Lamassoure*

- Ajouter nécessité que la solution trouvée par le Conseil européen reçoive l'appui de tous les États membres et des Parlements nationaux.

*Bonde + 4 Conventionnels*

- Remplacer le délai de deux ans par un délai d'un an et demi. Ajouter la nécessité d'un rapport de la Commission et du Parlement au Conseil européen afin de permettre à ce dernier d'examiner la question en toute connaissance.

*Timmermans + 3 Conventionnels*

- Remplacer par un paragraphe qui prévoit que, en cas de non-ratification par un État membre, le Conseil européen, sur proposition de la Commission et après avis du Parlement européen,



ouvrira des négociations pour établir avec cet État membre un statut de membre associé à l'Union.

*Duff + 21 Conventionnels*

- Ajouter la nécessité que les 4/5 des États membres représentent au moins les 4/5 de la population de l'Union. Remplacer « rencontré difficultés pour procéder à ladite ratification » par « n'ont pas ratifié »

*Fini*

- Remplacer par paragraphe qui prévoit entrée en vigueur si 4/5 ont ratifié.

*Einem*

## **Article H : Durée**

*La Traité constitutionnel est conclu pour une durée illimitée.*

## **EXAMEN DES AMENDEMENTS**

- Convocation automatique d'une Convention de révision dans un délai de dix ans, sauf si une telle Convention a été convoquée auparavant.  
*Kirkhope, Earl of Stockton*
- Remplacer « traité constitutionnel » par « Simplifying treaty »  
*Kirkhope*
- Supprimer le mot « Constitutionnel »  
*Queiro*

## Article I : Langues<sup>1</sup>

*Le Traité constitutionnel rédigé en un exemplaire unique, en langues allemande, anglaise, danoise, espagnole, française, finnoise, grecque, irlandaise, italienne, néerlandaise, portugaise, suédoise, et ..., les textes établis dans chacune de ces langues faisant également foi, sera déposé dans les archives du gouvernement de la République italienne, qui remettra une copie certifiée conforme à chacun des gouvernements des autres États signataires.*

## EXAMEN DES AMENDEMENTS

- Ajouter et énumérer cet article dans toutes les langues régionales  
*Heatcoat-Amory*
- Prévoir l'anglais comme seule langue originale.  
*Earl of Stockton*
- Remplacer le gouvernement de la République italienne par le gouvernement de l'État membre qui exercera la présidence.  
*Queiro*
- Ajouter langues prévues dans les traités d'adhésion.  
*Fischer*
- Remplacer « traité constitutionnel » par « Simplifying treaty »  
*Khirkope*

---

<sup>1</sup> Cet article devra être adapté conformément à l'Acte d'adhésion.

## **LISTE DES AMENDEMENTS À L'ARTICLE A**

1. KIRKHOPE
2. HAENEL + BADINTER
3. FARNLEITNER + 3 CONVENTIONNELS
4. THE EARL OF STOCKTON
5. BONDE + 4 CONVENTIONNELS
6. QUEIRO
7. TIILIKAINEN
8. SCHLUTER
9. FISCHER
10. HAIN
11. HUBNER
12. KAUFMANN

## **LISTE DES AMENDEMENTS À L'ARTICLE B**

1. KIRKHOPE
2. HEATCOAT-AMORY
3. DUHAMEL + PACIOTTI
4. HAENEL + BADINTER
5. FARNLEITNER + 3 CONVENTIONNELS
6. DEMIRALP
7. BONDE + 4 CONVENTIONNELS
8. KOHOUT
9. FIGEL
10. THE EARL OF STOCKTON
11. QUEIRO
12. TIILIKAINEN
13. LOPES
14. HAIN
15. De VRIES
16. KAUFMANN

## **LISTE DES AMENDEMENTS À L'ARTICLE C**

1. KIRKHOPE
2. PIETERS
3. ANDRIUKAITIS
4. HAENEL
5. THE EARL OF STOCKTON
6. BONDE + 4 CONVENTIONNELS
7. QUEIRO
8. TIILIKAINEN + 4 CONVENTIONNELS
9. LOPES + LOBO ANTUNES
10. FISCHER
11. HAIN
12. De VRIES
13. De VILLEPIN

## **LISTE DES AMENDEMENTS À L'ARTICLE D**

1. KIRKHOPE
2. HAENEL + BADINTER
3. THE EARL OF STOCKTON
4. BONDE + 4 CONVENTIONNELS
5. DUFF+ 22 CONVENTIONNELS
6. FISCHER
7. KOHOUT
8. HÜBNER
9. De VRIES + de BRUIJN

## **LISTE DES AMENDEMENTS À L'ARTICLE E**

1. HEATCOAT-AMORY + BONDE
2. DUHAMEL + 2 CONVENTIONNELS
3. HAENEL + BADINTER
4. THE EARL OF STOCKTON
5. BONDE + 4 CONVENTIONNELS
6. VAN DER LINDEN + 2 CONVENTIONNELS
7. TIILIKAINEN + 5 CONVENTIONNELS
8. ROCHE
9. FISCHER
10. HÜBNER



## **LISTE DES AMENDEMENTS À L'ARTICLE F**

1. KIRKHOPE
2. SEVERIN
3. VOGGENHUBER + 3 CONVENTIONNELS
4. BORRELL + 2 CONVENTIONNELS
5. LAMASSOURE
6. HEATCOAT-AMORY
7. WUERMEILING
8. KAUPPI
9. ANDRIUKAITIS
10. KUNEVA
11. BREJC
12. SANTER + 4 CONVENTIONNELS
13. ZIELENIC
14. LEQUILLER
15. DUHAMEL + 7 CONVENTIONNELS
16. MEYER
17. EINEM
18. HAENEL
19. FARNEITNER + 3 CONVENTIONNELS
20. DEMIRALP
21. FIGEL
22. EARL OF STOCKTON
23. BONDE + 4 CONVENTIONNELS
24. VAN DER LINDEN + 3 CONVENTIONNELS
25. QUEIRO

- 26. TIILIKAINEN + 4 CONVENTIONNELS
- 27. BROK + 27 CONVENTIONNELS
- 28. GIANNAKOU + STYLIANIDIS
- 29. FOLLINI
- 30. DUFF + 21 CONVENTIONNELS
- 31. ROCHE
- 32. COSTA + D'OLIVEIRA MARTINS
- 33. AZEVEDO + NAZARE PEREIRA
- 34. FISCHER
- 35. KOHOUT
- 36. VAN LANCKER
- 37. HJELM-WALLEM + 4 CONVENTIONNELS
- 38. HAIN
- 39. FINI
- 40. RUPEL + LENARCIC
- 41. OLESKY
- 42. FLOCH
- 43. De VRIES + de BRUIJN
- 44. KAUFMANN
- 45. TEUFEL
- 46. De VILLEPIN

## **LISTE DES AMENDEMENTS À L'ARTICLE G**

1. KIRKHOPE
2. DUHAMEL
3. BORRELL + 2 CONVENTIONNELS
4. LAMASSOURE
5. KUNEVA
6. SANTER + 3 CONVENTIONNELS
7. ANDRIUKAITIS
8. EINEM
9. HAENEL + BADINTER
10. FARNLEITER + 3 CONVENTIONNELS
11. EARL OF STOCKTON
12. BONDE + 4 CONVENTIONNELS
13. TIMMERMANS + 3 CONVENTIONNELS
14. QUEIRO
15. BROK + 28 CONVENTIONNELS
16. FOLLINI
17. DUFF + 20 CONVENTIONNELS
18. FISCHER
19. HUBNER
20. FINI
21. FLOCH
22. De VRIES + de BRIJN
23. SVENSSON
24. HEATCOAT – AMORY + BONDE
25. VOGGENHUBER

26. KAUFMANN

27. TEUFFEL

## **LISTE DES AMENDEMENTS À L'ARTICLE H**

1. KIRKHOPE
2. HAENEL
3. EARL OF STOCKTON
4. BONDE + 4 CONVENTIONNELS
5. FISCHER
6. QUEIRO

## **LISTE DES AMENDEMENTS À L'ARTICLE I**

1. KIRKHOPE
2. HEATCOAT – AMORY
3. HAENEL
4. PIETERS
5. EARL OF STOCKTON
6. BONDE + 4 CONVENTIONNELS
7. QUEIRO
8. FISCHER